

Protection du patrimoine

CHARLEROI. — Un arrêté ministériel du 8 décembre 1997 classe comme monument les façades et toitures de la tour de l'ancien château de Gosselies sis place des Martyrs, à Gosselies, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Une zone de protection est établie, englobant la place des Martyrs et les façades des immeubles qui la bordent, conformément aux dispositions de l'article 364 du Code précité.

DURBUY. — Un arrêté ministériel du 22 décembre 1997 inscrit sur la liste de sauvegarde la grotte de Bohon sise au hameau ou lieu-dit de Bohon, commune de Durbuy, conformément aux dispositions des articles 348 à 350 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 4 janvier 1998 classe comme monument les façades et les toitures de l'immeuble sis rue Puits-en-Sock 1, à l'exception des menuiseries extérieures du rez-de-chaussée et de la loggia d'angle, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 9 février 1998 classe comme monument la deuxième arche du Pont des Arches, construit au XIe siècle sur la Meuse, sise en sous-sol du numéro 2 de l'impasse du Vieux Pont des Arches, à Liège, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 9 février 1998 classe comme monument certaines parties de l'hôtel Grady situé rue Saint-Pierre 13 à Liège (les façades, toitures et annexes ont déjà été classées comme monument par arrêté ministériel du 23 septembre 1989), à savoir :

- a) au rez-de-chaussée : la cage d'escalier, les portes et dessus de portes du hall d'entrée, deux portes et dessus de portes du premier salon à front de rue, huit portes et dessus de portes du deuxième salon à front de rue;
- b) au premier étage : le « salon aux tapisseries » à front de rue, à considérer dans sa totalité (tapisseries, portes, lambris, dessus de portes et cheminée).

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 9 février 1998 classe comme monument la façade à rue, la toiture, le promenoir du rez-de-chaussée, la cage d'escalier et la salle de spectacle de la Société libre d'Emulation sise place du XX Août 16 à Liège, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Une zone de protection est établie, englobant la place du XX Août et les façades des immeubles qui la bordent, conformément aux dispositions de l'article 364 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIERNEUX. — Conformément aux dispositions des articles 351 à 359 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 23 janvier 1998 classe comme monument certaines parties des bâtiments sis rue du Centre 88, à savoir :

- les façades et toiture du logis du XVIIe siècle;
- la façade avant et les toitures de l'extension du logis du XIXe siècle (?);
- les façades et toiture de la grange;
- les façades et toiture des autres dépendances agricoles.

SERAING. — Conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 16 janvier 1998 classe comme monument certaines parties de l'Abbaye du Val Saint-Lambert, à Seraing, à savoir : l'ensemble des façades (à l'exclusion des façades déjà classées par arrêté royal du 26 novembre 1973), l'ensemble des toitures et les murs du jardin de l'Abbé.

STAVELLOT. — Un arrêté ministériel du 19 janvier 1998 classe comme site les étangs de Stavelot, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Une zone de protection est établie autour des étangs, conformément aux dispositions de l'article 364 du Code précité.